

## **INTERCULTURALITÉ, LAÏCITÉ : COMMENT PRÉSERVER LES VALEURS DÉMOCRATIQUES ? Leçons d'une démarche de formation**

Chahla BESKI-CHAFIQ (\*)

*Face à l'exacerbation des tensions au sein d'un collège, un travail de formation engagé avec de nombreux acteurs du quartier permet d'introduire plus d'intelligibilité.*

*Les explications à caractère « culturaliste » et uniquement centrées sur ceux qui sont perçus comme cause de la dégradation de la situation laissent place à des analyses plus fines qui font apparaître le poids de la ségrégation et du non-accès au droit, le rôle des interactions. Derrière le culturel, le social.*

*Des actions de transformation apparaissent alors possibles, sous certaines conditions.*

« La question du respect de la laïcité est posée au sein du collège », soulignent les parents d'élèves réunis dans une association au sein de la Confédération syndicale des familles. Ils affirment vouloir aborder, avec « lucidité » et « sérénité », les questions qui les inquiètent. Aussi, dans un écrit qui présente leurs observations et réflexions, ils reviennent sur les faits qui les préoccupent : « Des enseignants du collège reconnaissent qu'il existerait une pression islamiste au sein du collège qui

---

(\*) Responsable des formations à l'ADRI. Email : chahla.beski@adri.fr

provoquerait une tendance au repli communautaire et identitaire. » « Des influences extérieures, et qui ne sont pas clairement identifiées, provoqueraient des changements de comportement auprès des jeunes. Le développement du “voile”, *a priori* à l’extérieur du collège, en est une illustration. De même, on constate l’abandon de certaines disciplines par quelques jeunes filles (éducation physique, natation). Certains jeunes manifestent de l’hostilité quant au contenu de certains cours qui les heurtent. Le rapport aux adultes, en l’occurrence aux professeurs, se durcit ; des propos de rejet vis-à-vis du pays d’accueil, c’est-à-dire de la France, sont tenus. » Les parents d’élèves concluent à cet égard : « D’une manière générale, on peut penser que cela traduit un malaise chez les jeunes. Ainsi, des conflits autour des questions de religion sont perceptibles dans les familles. Cette recherche de repères est légitime, mais il faudrait aider les jeunes à mieux se situer dans leur environnement et à mieux vivre leur double appartenance culturelle. »

Ces propos émanent de parents d’élèves motivés pour améliorer l’image de ce collège situé dans un quartier appartenant à une « zone urbaine prioritaire » et qui militent pour inverser les tendances à l’évitement du collège chez un certain nombre de parents qui essaient de trouver des stratégies pour inscrire leurs enfants dans d’autres établissements. Ils souhaitent que les écoles publiques du quartier puissent favoriser la mixité sociale et la réussite de tous les enfants. Partant de ce souhait, ils revendiquent que « les difficultés liées à l’ingérence de la religion soient objectivement posées » et insistent sur « la nécessité de développer une pédagogie interculturelle ».

Ce souhait est partagé par un certain nombre d’autres acteurs institutionnels et associatifs du quartier qui observent à leur niveau des situations préoccupantes. Les agents de développement engagés dans le dispositif de la politique de la ville constatent le besoin de mettre en place une action de formation. Celle-là doit permettre aux acteurs d’acquérir des compétences pour mieux analyser et agir sur ces situations. Cette initiative est soutenue également par le FASILD, et l’action est mise en œuvre.

En qualité de responsable de formation à l’ADRI (Agence pour le développement des relations interculturelles), j’ai conduit avec ma collègue Josette Faidit cette démarche. Le travail de ma collègue pour établir les comptes rendus des groupes de travail a été partie intégrante de la méthode de travail que nous proposons. Celle-là s’appuie sur un apport théorique proposé progressivement selon l’évolution des travaux d’analyse des situations. Aussi, nous sommes parties du repérage des situations qui préoccupent les acteurs, nous avons formulé les question-

nements communs, pour apporter ensuite les éléments théoriques complémentaires afin d'avancer dans les réflexions. Enfin, nous avons procédé à la synthèse des travaux pour formaliser les pistes d'action que les acteurs pensaient nécessaires de mettre en place.

Grâce à la participation motivée des divers acteurs du quartier qui y ont apporté leurs réflexions, la formation a été riche et pleine d'enseignements. Venant de divers horizons institutionnels et associatifs (FASILD, Éducation nationale, Aide sociale [DISS], prévention, animation, services de la mairie et deux associations de quartier), les participants ont enrichi les travaux de leurs idées et de leurs observations. Les propos qui vont suivre s'appuient sur ce travail pour aborder des questionnements communs à beaucoup d'acteurs sociaux qui se trouvent confrontés à des situations semblables.

Celles-là, au-delà de la diversité des contextes locaux, interrogent la société française qui se veut démocratique et laïque. Or ces valeurs ne prennent sens qu'au travers des actions et des interactions des acteurs qui agissent quotidiennement pour former les rapports sociaux. À partir d'exemples issus de ce travail, je tenterai surtout d'aborder le rôle et la place des acteurs dans la construction de la citoyenneté laïque. Nous allons donc suivre le chemin de la réflexion poursuivie au cours de ce travail, puis conclure sur quelques points importants pour mieux comprendre les faits et mieux agir en faveur de la citoyenneté laïque et démocratique.

### ***Quelles problématiques posent les situations rencontrées par les acteurs ?***

Au cours des échanges et des travaux, chaque acteur a présenté ses observations sur les situations considérées comme « problématiques », c'est-à-dire les faits alarmants au regard de la « gestion de la diversité culturelle ». Par cette expression, nous entendons l'état des relations entre les individus et les groupes appartenant aux divers milieux socio-culturels, ainsi que les relations entre ces derniers et les institutions et organismes associatifs qui sont également porteurs de leurs propres cultures. Les situations évoquées renvoient aux problématiques suivantes.

### **Socialisation des jeunes : rapports jeunes-adultes**

Les professionnels de divers bords et les cadres associatifs s'inquiètent de la recrudescence de la ségrégation ethnique parmi les jeunes. Il s'agit d'une tendance à l'exacerbation de l'appartenance nationale et/ou reli-

gieuse pour se démarquer : annotations particulières sur certaines copies de collégiens. Ils soulignent également le refus des valeurs et des règles communes. Les professionnels des établissements scolaires secondaires voient dans les attitudes violentes des jeunes envers les enseignants un refus de l'autorité lié au rejet de leur appartenance à la société française.

Ils remarquent que les jeunes concernés refusent les critiques des enseignants et qualifient toute sanction comme un acte raciste. Cette situation dénature les relations avec ces élèves. Les professionnels se trouvent en difficulté d'agir.

Les situations de racisme sont de plus en plus fréquentes, cela même au niveau des écoles primaires, et notamment à partir de conflits nés dans l'école et qui trouvent parfois leur prolongement dans le quartier.

Les professionnels de la prévention spécialisée notent la difficulté de faire sortir les jeunes de leur quartier, y compris dans le cadre de recherches d'emploi.

Les jeunes remettent en cause les compétences des adultes et plus spécialement celles des représentants institutionnels.

Les militants de l'association des parents d'élèves regrettent une dégradation de la relation jeune-adulte et une dégradation des relations entre les différents groupes ethniques. Ils avancent à cet égard la nécessité de mettre en œuvre des mesures pour travailler sur la mixité sociale et culturelle dans les établissements scolaires.

Les agents de développement font part de plaintes des habitants et des inquiétudes des professionnels quant aux situations impliquant majoritairement les jeunes d'origine étrangère. Leurs regroupements sur les lieux publics sont vus par beaucoup comme l'appropriation de territoires par des groupes ethniques. Les habitants mettent l'accent sur les incivilités de la part de jeunes d'origine étrangère dont les parents se préoccupent peu de leur suivi.

Les phénomènes de violence concernent des enfants de plus en plus jeunes.

Les adolescents se mettent en danger et manifestent une grande violence entre eux et à l'égard des personnes fragiles.

Certains participants remarquent que le rapport des jeunes à l'adulte paraît moins conflictuel lorsque l'adulte en cause est d'origine étrangère. Ils posent la question suivante : quelle légitimité les jeunes accordent-ils aux adultes n'appartenant pas à leur communauté ? Certains remarquent des problèmes de coexistence entre des jeunes et une population adulte elle-même très fragilisée, isolée, d'où la revendication sécuritaire de certaines personnes.

D'autres participants posent la question de l'existence de réseaux d'influence très forts qui aboutissent à de véritables contrôles exercés par certains groupes sur d'autres (fonctionnement de type mafieux).

Enfin, beaucoup de participants notent que les jeunes ont tendance à se victimiser par rapport au racisme qu'ils subissent et refusent de reconnaître leur propre responsabilité dans les relations aux autres.

### **L'exercice de la fonction parentale dans le contexte interculturel**

Partant des situations préoccupantes des jeunes, les interrogations concernant le rôle des parents prennent une place importante dans les réflexions des acteurs.

Les enseignants ont des difficultés pour entrer dans une communication constructive avec les parents. Ils notent une *attitude consumériste des parents* par rapport à l'école et posent le *problème de la délégation parentale aux aînés*.

Les agents du service des sports de la mairie trouvent également qu'il est difficile d'associer les parents aux activités des jeunes, étant donné que le référent est souvent le grand frère ou la grande sœur, ce qui parfois pose problème au niveau administratif.

Les militants de l'association des parents d'élèves notent une absence de mobilisation des parents de toutes origines.

Dans le cadre de l'accompagnement scolaire à domicile, cette association a pu faire le constat suivant : les familles maghrébines ne souhaitent pas que leurs enfants soient aidés par des étudiants arabes, car ils ne reconnaissent pas leurs compétences.

Beaucoup de participants s'interrogent sur les difficultés des parents à exercer l'autorité parentale : n'y a-t-il pas démission des parents ?

### **Citoyenneté, interculturelité, rapports des sexes**

Dans les situations problèmes repérées par les participants, un grand nombre renvoie aux questions relatives aux rapports hommes-femmes, à la place des femmes et à leurs droits.

Les professionnels des établissements scolaires secondaires notent des attitudes agressives et irrespectueuses de certains jeunes d'origine étrangère à l'égard des professionnelles femmes. Ces dernières y décèlent un regard rabaisant les femmes et s'interrogent sur l'impact des codes culturels traditionnels sur ce type de comportement.

Les éducatrices spécialisées notent pour leur part une *rigidification des rôles masculin et féminin dans une relation dominant-dominé*. Ce fait contribue à défavoriser la participation des femmes à la vie sociale.

On note aussi des mariages de jeunes filles aussitôt après la classe de troisième – ce sont souvent des mariages religieux, qui mettent ensuite la jeune fille dans une position administrative difficile. Les remarques des agents du secteur de l'animation confirment également les conséquences négatives de la ségrégation des sexes et de leur hiérarchisation sur l'évolution des femmes et sur leur participation dans la vie sociale du quartier. Les professionnels notent à ce propos que ces faits et phénomènes sont légitimés par référence aux « valeurs culturelles ».

### **La place de la religion dans l'espace public**

Les acteurs se trouvent de différentes manières confrontés à la question de la gestion du fait religieux dans une société laïque.

Les enseignants remarquent depuis quelques années une augmentation du nombre d'élèves faisant le ramadan. Cela n'est pas sans incidences sur la vie scolaire : les enfants ne déjeunant pas à la cantine errent dans la rue pendant le temps du repas. Ils sont très fatigués et donc moins mobilisables pour leurs travaux scolaires.

Dans certaines situations rencontrées sur le terrain, l'on assiste à l'utilisation de la religion par certaines personnes comme la source des lois et des règles érigeant les conduites sociales des individus. Cela engendre des contradictions avec les valeurs de la citoyenneté et de la laïcité qui sont à la base de l'intervention sociale. Voici l'exemple évoqué par les professionnels du secteur de l'animation : après un an d'activité, le groupe des femmes, dont une partie importante est composée de femmes originaires du Maghreb, décide de faire une séance de piscine. Les femmes s'y préparent avec plaisir. Notons que les activités de ce groupe avaient pour objectifs de permettre aux femmes de sortir, de mieux connaître l'espace public, de réaliser des projets, afin de promouvoir leurs possibilités de s'épanouir et de prendre une place plus active dans la vie sociale. L'animation de ce type d'activités se fait donc en tenant compte des souhaits des participants. Tel est le cas du projet concernant la piscine. Or ce projet n'a pas pu se réaliser tout simplement parce que, à la veille de la date prévue, une dame connue notamment pour son appartenance à une association communautaire religieuse s'est déplacée pour venir dans le groupe et rappeler aux autres femmes de respecter les

interdictions. Le résultat en a été que les femmes d'origine maghrébine ont renoncé à leur propre souhait, et le projet a échoué.

De la même façon, concernant l'éducation des enfants, les observations mettent l'accent sur le fait que les « leaders » associatifs ont tendance à représenter « la communauté » et à définir des codes éducatifs adaptés aux « valeurs » religieuses.

Ces faits posent la question de la place des associations communautaires dans l'intervention sociale. Une association communautaire, très active dans le quartier, souhaite jouer un rôle important dans l'intervention éducative et préventive dont les actions de la médiation. En même temps, elle affiche une identité religieuse et s'appuie sur la fonction sociale de la religion en tant que ciment de l'identité culturelle. Les acteurs locaux s'interrogent sur l'impact de ces dimensions dans les projets de cette association et dans la vie sociale du quartier marquée par les phénomènes de ségrégation de divers types.

Certains participants remarquent que ces questionnements, au-delà du cas de cette association, renvoient à l'absence d'une politique claire sur la laïcité. Ils soulignent le fait que d'autres associations et organismes chrétiens ou juifs développent les mêmes approches et ne sont pas pour autant critiqués. Ce qui renforce les ambiguïtés et fragilise davantage la construction d'une logique d'intervention sociale basée sur la citoyenneté laïque.

### **Communication et cohabitation entre les divers milieux sociaux et culturels**

La majorité des participants souligne l'absence d'une communication constructive entre les habitants appartenant aux divers milieux socio-culturels. Les agents de développement sont confrontés aux plaintes des habitants qui expriment leur souhait de quitter le quartier à cause d'une forte concentration d'« immigrés ». Les jeunes d'origine étrangère se plaignent du racisme qu'ils subissent quotidiennement. Les intervenants sociaux constatent à cet égard la tendance des jeunes à une « victimisation ». Les professionnels du « point d'accueil » parlent de nombreux malentendus entre les différentes populations, essentiellement liés à une méconnaissance réciproque. Ces malentendus aboutissent à des jugements mutuels sur des faits de la vie quotidienne, des interprétations erronées de comportements, et donc des conflits.

Cette première approche en termes des problématiques posées à partir des situations rencontrées par les acteurs sur le terrain nous permet

ensuite d'interroger le rôle et la place des divers acteurs dans ces situations. Ce type d'approche nous conduit à dépasser « la recherche des coupables » pour saisir l'impact déterminant l'interaction des divers acteurs sur la configuration des faits.

### *Pour une approche dynamique du rôle des acteurs locaux*

Aussi, nous nous sommes engagés dans une réflexion autour des questionnements suivants :

- qui sont les acteurs engagés dans les situations repérées ?
- peut-on ou non observer les mêmes faits concernant les publics d'origine française ?

Ce travail, fort intéressant, a abouti, concernant les diverses problématiques, aux conclusions suivantes.

### **Les acteurs ne sont pas seulement les auteurs**

Les situations problématiques repérées, loin d'être le produit de leurs auteurs les plus visibles, résultent de l'interaction d'un ensemble d'acteurs qui y participent à des niveaux divers. La visibilité de certains acteurs fait oublier parfois le rôle des autres. Cela handicape l'analyse et fait obstacle à la recherche de solutions.

Concernant les problèmes liés à la socialisation des jeunes, l'on a tendance à tout renvoyer à la société d'origine et aux parents, alors que ces jeunes ont pour la plupart grandi en France et ont été scolarisés dans l'école française. Leur socialisation est le fruit de leur interaction avec leur famille, mais également avec l'école et les autres lieux de socialisation qu'ils fréquentent.

Concernant l'exercice de la parentalité dans le contexte interculturel, l'on tend à désigner les parents comme les seuls auteurs de la parentalité, alors que cet exercice ne peut se réaliser en dehors des interactions des parents avec la société environnante.

De la même façon, les comportements de certains jeunes envers le sexe opposé ne peuvent s'expliquer en seule référence à la « culture des parents » et/ou à « la culture d'origine », car, dans ce cas, il faudrait expliquer pourquoi ces jeunes, ayant été socialisés dans la société française, reproduisent exactement les schémas culturels de leurs parents. Il s'agit donc de s'interroger non seulement sur la « culture des parents », mais également sur la dynamique interculturelle des relations au sein desquelles ces jeunes ont évolué et évoluent.

Quant aux questionnements sur la place de la religion dans l'espace public, encore une fois, la marge d'action des acteurs, notamment des associations communautaires, se détermine en rapport avec d'autres acteurs présents sur le champ social. Tout comme les situations concernant les enfants dont les pratiques religieuses en contradiction avec le bon fonctionnement de leur scolarité ne peuvent se produire sans le consentement de l'école.

Il s'agit donc non pas seulement d'interroger les auteurs, mais également leurs interactions avec d'autres acteurs. En se plaçant dans cette optique, le questionnement change d'angle.

Pourquoi les jeunes concernés, français pour la plupart, rejettent leur appartenance à la société française ? Quels besoins les conduisent à l'exacerbation de leur identité d'origine ?

Concernant le rapport aux femmes, ces jeunes semblent revendiquer et reproduire une culture patriarcale. Pourquoi ? Quel est donc l'impact de la culture de la société française sur ces jeunes ? Quelle est sa part d'influence sur leurs comportements ?

Si « la culture des parents » a une telle influence, comment peut-on expliquer la fragilisation de l'autorité parentale sur ces jeunes ? Peut-on alors parler de démission des parents ?

Connaissons-nous suffisamment la conception qu'ont les parents de l'exercice de l'autorité parentale ? Leur rapport à la culture, à la société française, à la religion ?

L'on parle de l'exercice d'un contrôle par un groupe sur les autres. Les exemples ne manquent pas : une minorité violente de jeunes qui fait la loi, une femme qui empêche un groupe de femmes de réaliser leur projet, etc. Le rapport de forces, nous le savons, est construit aussi bien par les dominants que par les dominés. Pourquoi ce rapport de forces ? Quel est le rôle des victimes ? Comment peut-on agir sur ce rapport ?

Enfin, constatant que les faits problématiques ne concernent qu'une partie des populations issues de l'immigration, il faudrait se demander pourquoi cette partie de la population devient représentative de l'ensemble de la communauté ?

### **Les « faits » ne sont pas seulement « culturels »**

En se penchant sur les rapports entre les acteurs, nous nous trouvons dans le contexte où leurs interactions se développent. Ce contexte de caractère social et historique marque les trajectoires des personnes et intervient dans la construction des parcours individuels. Travailler sur

la puissance des acteurs ne peut pas se faire sans aborder la question de la place de ces derniers, de leurs possibilités d'occuper une place d'acteur. Dans beaucoup de cas évoqués par les professionnels, le sentiment de « ne plus pouvoir faire face » provient de leurs interrogations sur leur place face aux faits qui interrogent leur identité professionnelle et l'identité de l'autre :

- quelle est ma marge d'action face aux pratiques religieuses des enfants qui impliquent également l'autorité des parents, d'autant plus que je dois ne pas fragiliser ces derniers ?

- quelles sont mes possibilités pour agir face aux situations qui touchent aux notions culturelles et identitaires (rapport à la religion, à la sexualité, à la parentalité) ?

En effet, tant que ces questionnements sont abordés sous l'angle de la « culture », considérée comme un univers homogène et statique, ils ne trouveront pas une réponse en termes d'action. Tout change dès que l'on sort de cette vision pour :

- décoder les facteurs historiques, sociaux, économiques, psychosociologiques, etc., qui agissent pour influencer l'évolution des cultures qui sont elles-mêmes dans une dynamique de changement ;

- faire apparaître le rôle des acteurs dans cette évolution, la dynamique des relations interculturelles, son impact sur l'évolution des cultures.

Ce type d'approche permet de comprendre par exemple le lien entre le rejet de l'appartenance à la société française qu'expriment certains jeunes et les discriminations liées à l'origine que la société produit et reproduit. Il permet aussi de saisir le rôle des institutions, des associations, mais également des jeunes potentiellement victimes de ce fait. Cela permet de sortir du « sentiment d'impuissance » quasi généralisé qui contribue à justifier les attitudes violentes.

### **La culture n'est pas que la religion**

Dans beaucoup de cas, l'on voit apparaître une conception de la religion en tant que ciment de la culture et de l'identité culturelle. Cette conception engendre des difficultés d'agir pour les acteurs locaux, mais également pour les publics musulmans. L'une des participantes, membre de l'association de parents d'élèves, est revenue au cours des débats sur son désaccord avec les conceptions des lois islamiques qui sont diffusées dans le quartier. Ayant grandi dans une famille immigrée qui pratiquait l'islam, elle ne trouvait pas d'analogie entre les codes transmis par ses parents et les interdictions propagées par certains

milieux sur la façon de manger, de s'habiller, sur les règles de conduite à respecter, etc. Elle exprimait également l'inquiétude d'autres parents, qui ont des conceptions plus ouvertes de la religion, de voir leurs enfants exposés à ce type de propagande.

À partir de cet exemple, le groupe a réfléchi sur les dangers que représentent les images stéréotypées de la communauté dite musulmane du quartier. En généralisant certains traits comme l'appartenance à une religion ou à un pays, l'on tend à catégoriser et à donner des habitants une image homogène, alors qu'ils ont des profils multiples et hétérogènes. Leur rapport à la culture d'origine et à la religion n'est pas non plus identique et présente des divergences. Le cloisonnement des habitants et l'insuffisance de mixité sociale et culturelle renforcent ce type de catégorisation et favorisent la stigmatisation. La pluralité des tendances ne s'exprime pas sur la scène associative. L'ensemble de ces éléments contribue à renforcer le risque d'exacerbation de l'identité religieuse.

Enfin, l'absence d'une politique cohérente et active d'intervention sociale sur ces situations favorise la délégation de l'action sociale et éducative aux autres, dont les associations d'identité religieuse. Cette politique permettrait de réguler la place de ce type d'associations sans pour autant interdire leur existence. Les principes laïques ne prendront sens qu'à partir de leur application par les divers acteurs qui les affirment, non pour contrer les religions, mais pour préserver la neutralité de l'espace public et garantir l'égalité des citoyens devant les lois.

### **Le capital culturel se renforce par le capital social**

La dynamique de changements culturels se déploie au sein des évolutions sociales et historiques intégrant les dimensions économiques et psychosociologiques. Les champs de la culture et du social ne peuvent être dissociés schématiquement. Rappelons avec Bourdieu que les ressources d'une famille ou d'un individu se composent non seulement du capital économique (fortune, salaires, revenus), mais aussi du capital social (réseaux relationnel et culturel, connaissances, diplômes, bonnes manières) dont dispose cette famille ou cet individu. Celles des familles immigrées qui ont un faible niveau scolaire et un réseau relationnel limité ne possèdent pas les mêmes capitaux que les familles appartenant aux classes moyennes et supérieures. Leurs enfants sont, à l'instar des enfants des classes défavorisées, discriminés par ce fait, auquel s'ajoutent le racisme et les discriminations liées à l'origine.

Dans cette situation de cumul des handicaps, l'intervention sociale doit prendre en compte les divers aspects des problématiques posées et se développer sur différents plans.

Favoriser la citoyenneté démocratique et laïque demande un travail conséquent en matière de lutte contre les discriminations pour favoriser l'accès, non seulement à l'emploi, mais aussi aux capitaux sociaux et culturels.

Les réflexions dans le groupe ont mis l'accent sur l'absence de mixité sociale au sein des établissements scolaires, qui favorise la ghettoïsation et les risques de communautarisme. La diminution du nombre de jeunes d'origine étrangère accédant au lycée a été également questionnée.

Concernant les adultes, les professionnels de l'insertion, de la prévention et de l'animation font le constat de besoins particuliers des publics d'origine étrangère qui ne trouvent pas une réponse adaptée à leurs besoins en termes d'adaptation de compétences et de validation des acquis, faute d'attention. Le cas des demandeurs d'asile ou des réfugiés statutaires avec un niveau scolaire élevé est significatif. N'ayant aucune possibilité de faire valoir leurs compétences et leurs diplômes, ils vivent des situations de précarité et de disqualification professionnelle. Les cas de discrimination liée à l'origine ont été également évoqués. Tel est l'exemple des employés exigeant des personnes d'origine étrangère des compétences qui ne sont pas indispensables pour l'emploi offert. D'autres exemples concernent les femmes d'origine étrangère qui se voient orientées systématiquement sur certains métiers comme la cuisine et le ménage.

### **L'interculturel n'est pas l'addition des cultures**

La dynamique d'interaction des différents acteurs est également marquée par la rencontre des cultures véhiculées par les acteurs eux-mêmes. Son succès est déterminé par la qualité de cette rencontre. Le travail sur la mixité socioculturelle ne peut donc pas se réduire à la connaissance des cultures, mais doivent comprendre un effort réfléchi sur la place des divers interlocuteurs et sur leur communication. L'absence de parents d'origine étrangère dans les réunions et les initiatives pour la mobilisation des parents doit interroger la manière dont celles-ci ont été mises en place. Le même exercice devrait s'appliquer aux projets qui ont pour objectifs d'accueillir, d'accompagner et de mobiliser les publics. C'est-à-dire qu'ils doivent être revisités par rapport à la visée de la mixité sociale et culturelle. Cette approche permet d'intégrer

ce questionnement en amont de la réalisation des projets. Cela aboutit à une réflexion en termes de préparation des actions de façon à favoriser la participation des divers acteurs ciblés. Enfin, ce travail nécessitera la mise en place d'un partenariat interinstitutionnel et associatif.

Au cours des travaux de groupe, quelques projets réalisés par les professionnels ont fait l'objet de ce type d'exercice. Cette étude a mis l'accent sur :

- l'absence d'une approche méthodologique permettant aux acteurs de mieux préparer leurs projets au regard des objectifs d'une meilleure mixité socioculturelle ;
- l'insuffisance du temps et des moyens de préparation ;
- l'insuffisance du partenariat.

### ***Conclusion : repères méthodologiques***

Une intervention sociale pour favoriser la citoyenneté laïque et démocratique ne peut se réduire à une déclaration de valeurs, ni se limiter à des actions culturelles. Elle implique une intervention multidimensionnelle d'un ensemble d'acteurs permettant d'agir sur les plans sociaux et culturels. Pour réussir, ce type d'intervention doit procéder par *l'élucidation des situations rencontrées, la connaissance et la reconnaissance des différents acteurs et le développement d'actions sur plusieurs plans*. Chacune de ces démarches intègre les points méthodologiques suivants.

#### **Pour une élucidation des situations rencontrées**

Dégager les multiples dimensions à l'œuvre dans des situations estimées problématiques :

- repérer les phénomènes qui se reproduisent de façon systématique ;
- noter les faits sur lesquels on a une capacité d'action ;
- définir qui doit agir et se poser la question de l'action collective ;
- distinguer la dimension sociale et la dimension culturelle des faits, pour ensuite saisir leur imbrication.

#### **Pour une meilleure connaissance et reconnaissance des différents acteurs**

– Identifier les divers acteurs impliqués dans les situations repérées ; prendre en compte dans l'intervention aussi bien les acteurs impliqués que les acteurs silencieux.

- Travailler pour que les acteurs négatifs ne soient pas les seuls visibles sur le quartier ; travailler sur les trajectoires d'échec et de réussite ; repérer les atouts et les obstacles aux actions conduites.
- Connaître et reconnaître l'hétérogénéité des publics d'origine étrangère, la pluralité de leurs trajectoires, leurs rapports différenciés à la culture d'origine.
- Éviter de réduire la culture à la religion et d'identifier les personnes d'origine étrangère uniquement à partir de leur appartenance religieuse.
- Travailler sur l'accès des adultes et des jeunes à la citoyenneté ; créer de multiples supports et mobiliser les divers acteurs impliqués dans les rapports « adultes-jeunes », « hommes-femmes », etc.
- Favoriser l'égalité d'accès de chacun aux droits communs par la lutte contre tous les types de discrimination (liée à l'origine, au sexe, à l'âge, à l'appartenance à un groupe social et/ou à un environnement, etc.).

### **Pour favoriser une intervention collective**

- Développer le partenariat interinstitutionnel, interassociatif et entre les institutions et les associations pour renforcer l'action transversale et cohérente dans ce domaine.
- Favoriser le travail de relais par le soutien aux associations et par la mise en place et le développement des médiations. S'appuyer dans les actions de médiation sur la mobilisation des compétences ; éviter la logique communautaire, privilégier une démarche de clarification des objectifs et des moyens d'encadrement et de suivi des médiateurs.
- Favoriser la parole diversifiée parmi les habitants et les membres des communautés. Soutenir la pluralité des milieux associatifs. Favoriser la mutualisation des compétences des divers partenaires pour répondre aux multiples besoins d'intervention. Créer des repères communs sur les responsabilités et le code de déontologie de l'intervention des associations.
- Revisiter les projets qui ciblent « tout public » pour prendre en compte les questions liées à la gestion des diversités socioculturelles des personnes et familles concernées. Identifier à partir de cette relecture les besoins d'intervention pour mobiliser les différents publics ; définir les moyens à mettre en place et les modalités d'intervention pour atteindre cet objectif ; identifier les besoins de partenaires et de relais.

Je voudrais terminer en rappelant une évidence que l'on tend souvent à omettre. Les valeurs démocratiques sont fragiles par nature, car elles prennent leur force dans l'adhésion des citoyens qui vont les faire vivre. Une intervention sociale en faveur de la laïcité ne réussira qu'en mobilisant ces derniers.

Chahla BESKI-CHAFIQ